

Exécutions extrajudiciaires au Burundi : HRW réclame une enquête indépendante

Jeune Afrique, 12/02/2015 Burundi : HRW accuse les forces de l'ordre de dizaines d'exécutions extrajudiciaires

Human Rights Watch (HRW) accuse la police et l'armée du Burundi d'avoir commis 47 exécutions extrajudiciaires le 30 décembre 2014 après que des membres d'un groupe rebelle se sont rendus dans la province de Cibitoke, au nord-ouest du pays. L'ONG réclame une enquête indépendante. Les communes de Murwi et de Bukinyanya ont été le théâtre d'au moins 47 exécutions extrajudiciaires menées par la Force de défense nationale du Burundi et la police nationale, entre le 30 décembre 2014 et le 3 janvier 2015, rapporte HRW dans un communiqué publié jeudi.

Ces assassinats auraient été commis après la reddition des membres d'un groupe rebelle, dont l'organisation n'est pas en mesure de confirmer l'identité. "Les forces de sécurité burundaises ont la responsabilité de défendre les citoyens contre la violence", a déclaré le directeur de la division Afrique de HRW, Daniel Bekele. Cependant, "il semble que les militaires et les policiers n'ont pas cherché à arrêter la plupart des hommes qui se sont rendus, préférant les abattre d'un coup de fusil". Des jeunes de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, connus sous le nom d'Imbonerakure, auraient aussi participé à ces exécutions, selon l'organisation de défense des droits humains. L'histoire racontée en 5 points par HRW

Selon les témoignages recueillis par Human Rights Watch :

- Les membres du groupe armé sont entrés au Burundi à partir de la République démocratique du Congo dans le but d'établir une base dans la forêt de Kidira, à l'ouest de Cibitoke, afin de "mener la guerre" contre le gouvernement burundais.
- Le 30 décembre, un affrontement éclaté entre les forces de sécurité burundaises et ce groupe armé dans la ville de Rwesero.
- Pendant plusieurs jours, les combats se sont poursuivis dans les communes de Murwi et de Bukinyanya.
- Début janvier, des dizaines de membres du groupe se sont livrés à des militaires, des policiers ou des habitants avant d'être remis aux autorités locales.
- Les forces de l'ordre, aidées par des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, ont exécuté la plupart des hommes qui s'étaient rendus, selon HRW.

Le porte-parole de la Force de défense nationale a déclaré que des personnes aient été tuées après leur reddition, rapporte HRW. Human Rights Watch réclame une enquête indépendante. Une enquête indépendante est réclamée par l'ONG pour faire toute la lumière sur ces exécutions sommaires présumées. "L'implication de policiers, de militaires et d'autorités locales, ainsi que de jeunes du parti au pouvoir, indiquerait une coordination et une responsabilité de l'État", a déclaré Daniel Bekele. L'ONG réclame que ceux contre lesquels il existe des preuves substantielles de leur implication soient "immédiatement suspendus de leurs fonctions, arrêtés et poursuivis". Malgré des tentatives répétées, Human Rights Watch n'a obtenu aucune réponse de la part du gouvernement. Son porte-parole, Philippe Nzobonariba, a indiqué à l'AFP qu'il allait répondre point par point au rapport de HRW après l'avoir lu, en dénonçant l'attitude traditionnellement hostile de l'organisation. Plusieurs allégations d'exécutions extrajudiciaires persistent sur les forces de l'ordre burundaises depuis plusieurs années. Par Sabrina Myre